



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## DU 20 AU 26 JUIN 2022

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES

### AU CANADA

Brèves du 20 au 26 juin 2022

## Politiques économiques

### L'inflation poursuit son augmentation au mois de mai (7,7%)

Selon les estimations de *Statistique Canada*, l'Indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 7,7% en glissement annuel au mois de mai, soit la plus forte hausse observée depuis près de 40 ans dans le pays. Si l'essence reste le premier facteur d'augmentation des prix (+12% en var. mensuelle), les prix des denrées alimentaires affichent également une hausse constante depuis le début de l'année 2021 (+9,7% en mai 2022, en glissement annuel). À l'échelle des provinces, les tensions inflationnistes sont particulièrement importantes dans l'est du pays: sur l'Île-du-Prince-Édouard (+11,1%), en Nouvelle-Écosse (+8,8%) ou encore au Nouveau-Brunswick (+8,8%).

### Montréal accueillera la 2<sup>ème</sup> partie de la COP15 Biodiversité

Le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique a annoncé le 21 juin que le second volet de la COP 15 Biodiversité se tiendrait à Montréal du 5 au 17 décembre 2022, et non en Chine comme initialement prévu – en raison de la situation sanitaire. Plusieurs enjeux seront à l'ordre du jour, notamment l'objectif « 30 x 30 » qui doit garantir la protection de 30% des écosystèmes terrestres et 30% des écosystèmes marins, tout en assurant un mécanisme de mise en œuvre robuste et une forte mobilisation de ressources financières parmi les participants.

### Le Premier ministre Trudeau appuie les initiatives destinées à lutter contre les dérèglements climatiques

À l'occasion du Forum des grandes puissances économiques sur l'énergie et le climat, le Premier ministre canadien Justin Trudeau a indiqué que le Canada appuyait les nouvelles initiatives visant à réduire la pollution et créer une économie plus résiliente. Parmi les initiatives, lancées notamment par le président Biden, le Canada s'associe à l'objectif de hausse des ventes de véhicules zéro-émission (VZE), la réduction des émissions de méthane dans le secteur pétrolier ou encore le renforcement de la sécurité alimentaire, tandis que Justin Trudeau a également confirmé son soutien au Défi du transport maritime écologique (décarbonation du transport maritime).

### La fin de l'importation des plastiques à usage unique prévue d'ici 2025

Le ministre de l'Environnement Steven Guilbeault a annoncé que le Canada allait interdire l'importation des plastiques à usage unique d'ici 2025: sacs plastique, pailles, conteneurs en polystyrène, etc. Si l'interdiction de la production domestique n'a pas été évoquée par le gouvernement canadien, et fait toujours l'objet d'une forte résistance de la part de l'industrie du plastique, le gouvernement entend imposer un minimum de contenu recyclé dans les produits en plastique, avec l'objectif de solidifier le secteur du recyclage au Canada.

### Un nouveau rapport du Directeur parlementaire du Budget estime que l'oléoduc *TransMountain* ne serait pas rentable

Un rapport publié le 22 juin par le Bureau du Directeur parlementaire du Budget (DPB) souligne que le projet d'expansion de l'oléoduc *TransMountain* ne devrait pas être rentable, en raison du retard accumulé dans les travaux et de l'augmentation des coûts. Le DPB estime que même si les travaux d'agrandissement allaient à leur terme et que le gouvernement fédéral cédait l'oléoduc, la Valeur actualisée nette (VAN) du projet resterait négative – environ 600 M CAD. Pour rappel, le gouvernement canadien avait fait l'acquisition de l'oléoduc en 2018 pour une valeur de 4,4 Md CAD (3,2 Md €). À ce jour, le coût des travaux d'expansion est estimé à 21,4 Md CAD (15,7 Md €).

## Entreprises

### Une entente entre Rogers, Shaw et Québecor pour la vente de Freedom Mobile

Les opérateurs Rogers et Shaw ont annoncé la cession de l'opérateur régional Freedom Mobile à l'entreprise Québecor, sous réserve de l'approbation des autorités réglementaires. Pour rappel, le Bureau de la Concurrence souligne que cette cession est une condition nécessaire à l'approbation de la fusion entre Shaw et Rogers (26 Md CAD), annoncée au cours de l'année 2021 mais pour laquelle le régulateur estime qu'elle représenterait une distorsion de la concurrence trop importante sur le marché des télécoms.

### Les syndicats et la direction d'IKEA Montréal concluent une entente de principe

Après deux jours de grève au mois de mai, les principales forces syndicales d'IKEA Montréal ont obtenu une hausse du salaire d'entrée, qui devrait passer de 15,60 CAD par heure à 18,50 CAD par heure d'ici 2024. Le mouvement de revendication était intervenu à l'occasion de la renégociation de la convention collective de l'entreprise, pour laquelle les représentants des salarié(e)s estimaient que les questions de pouvoir d'achat, mais également de garanties au régime de retraite et de garanties d'heures pour les employé(e)s à temps partiel n'étaient pas suffisantes.

### La Russie exclue de la principale chambre de commerce canado-eurasienne

Dans un contexte marqué par l'invasion de l'Ukraine par les forces armées russes (24 février) et par le gel de relations diplomatiques entre le Canada et la Russie, la *Canada Eurasia Russia Business Association* (CERBA), principale chambre de commerce entre le Canada et les pays d'Asie centrale, a récemment fait disparaître la Russie de son intitulé. L'organisation a par ailleurs indiqué dans un communiqué qu'elle continuait à vouloir bâtir une relation robuste avec « *le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, la Géorgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Mongolie* », ne faisant aucune référence explicite à la Russie. L'organisation dispose toujours cependant, à ce jour, d'une branche à Moscou, tandis que plusieurs entreprises russes en sont encore membres.